

La nomination de Pap Ndiaye plutôt saluée par le milieu éducatif et...

8-10 minutes

La nomination "surprise", le 20 mai 2022, de Pap Ndiaye à la tête du ministère de l'Éducation nationale suscite de vives polémiques tant au sein de la classe politique que dans le milieu éducatif. L'arrivée d'un ministre issu du milieu académique est plutôt saluée par les acteurs enseignants et universitaires, et les syndicats l'assurent de leur "bienveillance". La plupart espèrent voir, dans ce profil de spécialiste de la lutte contre les discriminations, la possibilité de mettre la lutte contre les inégalités scolaires au centre des débats. Pour l'extrême-droite, c'est un "choix terrifiant".



La nomination de l'universitaire Pap Ndiaye, saluée par la

plupart des milieux enseignants, est critiquée par l'extrême-droite. Droits réservés - DR - Palais Porte dorée

Le choix du nouveau ministre de l'Éducation nationale a été largement commenté dans la presse et sur les réseaux sociaux depuis vendredi. Le profil du nouvel occupant de la rue de Grenelle enthousiasme le milieu éducatif, même si ce dernier attend tout de même de connaître la composition du cabinet. Pascal Vivier, secrétaire général du Snetaa-FO, se montre "[très optimiste](#)", tout comme Didier Georges, membre de l'exécutif national du SNPDEN-Unsa, qui considère que "le parcours" de l'historien peut "[rendre optimiste](#)".

Pour Sophie Vénéitay, qui rappelle les chantiers qui attendent le nouveau ministre - notamment concernant l'égalité des chances ou le recrutement des enseignants -, le choix de nommer un "spécialiste de la lutte contre les discriminations" paraît être "un geste d'apaisement". De la même manière, le profil universitaire de Pap Ndiaye semble être à même de "restaurer la confiance" des enseignants envers leur ministère, après un quinquennat marqué par une certaine défiance ([lire sur AEF info](#)).

Un ministre qui se revendique issu "du monde des enseignants"

Dès la passation, Pap Ndiaye a adressé ses "premières pensées" au "monde des enseignants", qui est "le [sien] depuis toujours" ([lire sur AEF info](#)). D'aucuns y voient alors un symbole fort, une "rupture" avec son prédécesseur, réclamée par les syndicats tant enseignants que des [personnels de direction](#).

Le profil du nouveau locataire de la rue de Grenelle a également le soutien d'une partie du milieu universitaire : ainsi de Sciences Po, qui "s'honore de compter parmi [les] membres de sa communauté académique permanente" Pap Ndiaye, dont

elle salue le fait qu'il ait consacré "une grande partie de son temps à la diffusion du savoir", alors que "l'enseignement a occupé une large place dans ses activités d'enseignant-chercheur". Le rôle actif du nouveau ministre en faveur de la politique d'ouverture sociale de l'institut, et son soutien aux Conventions éducation prioritaire, sont également salués.

Même son de cloche du côté de Fullbright France, le programme de mobilité internationale universitaire et culturelle du gouvernement des États-Unis, qui se dit "très fière de la nomination de son alumnus", Pap Ndiaye étant un ancien lauréat de la Commission franco-américaine, et qui a poursuivi ses recherches outre-Atlantique avec le soutien d'une bourse de l'établissement.

"Un discours très volontariste sur l'ouverture des possibles pour tous les enfants" (Sgen-CFDT)

Le choix de cet universitaire, spécialiste des minorités, semble aussi être de "bon augure" pour Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, qui [considère](#) que l'ancien directeur du musée de l'Histoire de l'immigration "a eu un discours très volontariste sur l'ouverture des possibles pour tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale ou culturelle". Même si elle tempère, estimant que tout se jouera "sur la façon dont il va s'entourer dans son cabinet et dans les directions du ministère".

Pour [Philippe Meirieu](#), les travaux de Pap Ndiaye sur les questions de diversité portent l'espoir d'aborder enfin le sujet des inégalités sociales et scolaires, alors qu'il considère que "Jean-Michel Blanquer n'a pas traité la question des inégalités, ni de la mixité scolaire dans les établissements"([lire sur AEF info](#)).

Enfin, Pascal Vivier rappelle lui aussi "l'urgence [...] sociale" qu'est celle de "s'occuper des invisibles et des enfants des invisibles".

"DES PRISES DE POSITION INCOMPATIBLES AVEC UNE ÉDUCATION NATIONALE RÉPUBLICAINE" (DROITE ET EXTRÊME-DROITE)

De son côté, l'extrême-droite fustige le profil du nouveau ministre, auquel elle reproche son soutien aux "réunions en non-mixité" (des ateliers "en non-mixité raciale" organisés dans le cadre d'un stage syndical consacré à l'antiracisme et organisé par syndicat SUD-Éducation 93 en 2017).

Pour l'ancien candidat à la présidentielle Éric Zemmour, l'historien est avant tout "un intellectuel indigéniste, wokiste, obsédé par la race". La présidente du Rassemblement nationale Marine Le Pen s'est également [exprimée](#) sur la nomination de celui qu'elle considère comme "un indigéniste assumé", et voit là "la dernière pierre de la déconstruction de notre pays, de ses valeurs et de son avenir". Même discours pour [Jordan Bardella](#), qui considère Pap Ndiaye comme "un militant raciste et antiflics", dont la nomination est un "signal extrêmement inquiétant envoyé aux élèves français au sein de l'éducation nationale". Pour Gilbert Collard, président d'honneur du parti Reconquête!, Pap Ndiaye est un "[idéologue du séparatisme](#)", et un "[communautariste](#)".

Une certaine partie de la droite se montre elle aussi réfractaire à la nomination de Pap Ndiaye, alors que [Gilles Platret](#) (LR), tout en reconnaissant une "carrière universitaire brillantissime", dénonce des "théories qui confinent au wokisme", quand le député [Éric Ciotti](#) voit dans le nouveau ministre un "adepte de l'islamo-gauchisme".

La Première ministre défend son ministre de l'éducation

La Première ministre Élisabeth Borne [défend](#) le nouveau ministre de l'Éducation, et insiste sur l'objectif "d'offrir à nos enfants l'excellence et l'égalité des chances". Sur ce dernier sujet, elle reconnaît "des acquis", pour lesquels "la feuille de route" de Pap Ndiaye est de continuer "d'aller plus loin et de le faire avec les enseignants qui partagent ces préoccupations, évidemment avec les parents d'élèves et les associations qui peuvent aider sur ces questions d'égalité des chances".

Pour [François Bayrou](#), à la tête du MoDem, l'historien nouvellement arrivé à la tête du MEN est "forcément quelqu'un de républicain", forcément quelqu'un d'universaliste".

Le nouveau ministre semble aussi pouvoir compter sur le soutien du milieu éducatif : [Stéphane Crochet](#), secrétaire général du SE-Unsa, estime que le "déferlement de critiques a tout de suite déclenché le soutien de la profession".

politique Éducative : "rupture" ou "continuité" ?

Parallèlement, le choix du nouveau ministre, qui n'est pas issu du milieu politique, suscite aussi des interrogations, et ce d'autant plus que son arrivée a lieu dans "un contexte où l'Éducation nationale se porte très mal", s'inquiète Sophie Vénéritay. Le Snes-FSU [avertit](#) : s'il y voit une "rupture" avec Jean-Marie Blanquer, il rappelle que "l'Éducation nationale ne se gouverne pas uniquement à coups de symboles".

Crise du recrutement, demande de revalorisation des salaires : les revendications des syndicats sont nombreuses, et certains expriment leur souhait de connaître "[la feuille de route](#)" du nouveau ministre, "pas forcément le profil qui semble Macron-compatible, vu les projets du président".

Stéphane Crochet se montre également prudent, et [s'interroge](#) sur une réelle "volonté d'Emmanuel Macron de travailler autrement avec les enseignants", ou sur une "tactique en prévision des législatives". Nul doute que le choix du futur directeur de cabinet sera scruté, et ne devra pas "être téléguidé par l'Élysée". Selon les informations publiées par AEF info, c'est l'ancien Dgesco et ancien recteur Jean-Marc Huart, proche de Jean-Michel Blanquer, qui va être nommé directeur de cabinet ([lire sur AEF info](#)).